

« Il faut favoriser l'engagement citoyen dans les études »

ENSEIGNEMENT Maxime Mori quitte la présidence de la FEF dans quelques jours

Maxime Mori

Né en 1994. Intègre l'AGE de l'université de Namur dès sa première année de droit. Mandataire au sein de l'Assemblée générale du Conseil de la jeunesse. Président de la FEF depuis août 2016. Administrateur à l'Ares, l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, qui est notamment chargée de l'organisation logistique de l'examen d'entrée en médecine. Poursuit ses études en Coopération internationale à la Haute école de la Province de Namur. L'un de ses combats à la FEF : la mise en place d'un décret réglementant les fausses universités.

- C'est le moment pour Maxime Mori de dresser un bilan en forme de revendication.
- Il estime qu'il faut changer le paradigme des études supérieures : laisser de la place, à côté de la masse de travail, à l'engagement humain et citoyen.

ENTRETIEN

Etre, à 22-23 ans, leader du plus important mouvement étudiant en Belgique francophone, ça forme la jeunesse... Ça vous donne en tout cas une tête bien faite. Maxime Mori appartient à cette lignée de présidents de la FEF (Fédération des étudiants francophones) qui ont marqué leur mandat par leurs prises de positions fortes, par leur capacité à « tutoyer » les acteurs du secteur, par leur aptitude à mettre la pression pour mieux négocier. Cet été, Maxime Mori va raccrocher. Il va replonger dans la « vie civile », le temps de terminer ses études en coopération interna-

tionale, le temps peut-être aussi de réfléchir à un nouvel engagement en lien avec ses valeurs.

Votre mandat a été marqué par l'avènement de nouveaux tests sélectifs au début des études. Craigniez-vous une généralisation avec la massification de l'enseignement supérieur ?

Une tendance est bien là malheureusement... Je crains aussi que ce soit motivé par le souci d'éviter un déclin de la qualité de l'enseignement supérieur. Est-ce que parce qu'il y a plus de monde dans les auditoires, il y a nécessairement perte de qualité ? Pas sûr du tout. La vérité, c'est qu'il faut doper les

moyens pour répondre à ce défi, pas empêcher les jeunes d'accéder aux études. Quand on parle de sélection à l'entrée pour réduire l'échec, on crée un autre modèle d'enseignement. On peut utilement faire une comparaison avec le monde du sport : ou bien on crée des centres d'entraînement réservés aux élites, ou bien on multiplie les lieux de formation s'adressant au plus grand nombre. J'ai une certitude aujourd'hui : Il faut réinvestir massivement dans l'enseignement supérieur.

Dans des professeurs ou dans les briques ?

Il faut avant tout un plan qui pré-

cise le type d'enseignement supérieur que l'on veut et surtout s'en donner les moyens. D'un gouvernement à l'autre, on répète que l'enseignement supérieur c'est l'enseignement, la recherche et le service à la société. Il faut agir en conséquence, donc investir dans les trois, c'est-à-dire les briques, la matière grise et l'encadrement. Il faut aussi s'enlever de la tête que la seule vérité qui vaille aujourd'hui, c'est la réussite. Les études, c'est aussi autre chose.

C'est-à-dire ?

Les études, c'est aussi des codes auxquels il faut se conformer, qu'on n'apprend pas nécessairement avant d'entrer. Le modèle actuel repose essentiellement sur une charge de travail très importante, plus importante que l'horaire normal d'un travailleur. Le modèle actuel, c'est enfoncer la matière dans les neurones pour la restituer à un examen deux fois par an. Est-ce vraiment juste cela que l'on veut ?

Si ce n'est pas ce modèle que la FEF préconise, vers quoi veut-elle aller ?

Je n'ai pas la réponse, je voudrais qu'on lance la réflexion. Je constate aujourd'hui que les parcours sont rectilignes : école primaire, école secondaire, études supérieures puis... travail. Il n'y a pas de place pour le questionnement personnel. Il y a peu de place pour l'échec, sauf quand on en a les moyens... Aujourd'hui, la logique de charge de travail contribue à l'échec pour minimum 60 % des nouveaux étudiants.

Réduisons la charge de travail et tout ira mieux ?

Je ne dis pas cela. Je dis qu'il faut de la place pour autre chose, pour de l'investissement personnel, pour de l'engagement citoyen. En quatre années passées au service du mouvement étudiant, j'ai bien

appréhendé les politiques d'enseignement supérieur : j'ai la conviction que l'épanouissement personnel n'est pas au cœur des préoccupations des dirigeants. C'est dommage.

Ça explique l'échec ?

Ça y contribue et ça explique un malaise auprès des jeunes. Quand deux jeunes sur trois ratent en première année, quand on est face à d'innombrables réorientations, quand on ne se soucie pas de ce que tous ces jeunes deviennent... ça devient affolant. Qui plus est, on présente tellement la réussite comme le Saint-Graal que la responsabilité de l'échec est automatiquement attribuée à l'étudiant.

À quoi l'attribuez-vous alors ?

À trois facteurs. Le coût d'abord : on n'imagine pas la précarité rampante dans la jeunesse, voyez le nombre d'étudiants au CPAS ! Aujourd'hui bien des familles n'arrivent plus à assumer l'ensemble des coûts d'une année d'étude. Le modèle d'enseignement ensuite : on en a parlé, plus de 40 heures de travail par semaine liées à des objectifs politiques très utilitaristes. Qui peut penser à cet égard qu'on a instauré un filtre en médecine pour augmenter la réussite ? Enfin, il y a ce grand marché que sont devenues les études supérieures : avec de multiples outils marketing, les établissements courent après les étudiants pour concurrencer les autres... Des étudiants qui ne sont pas conscients de ces logiques mais qui en deviennent victimes. Quand tous ces facteurs agissent, il n'y a pas de place pour l'épanouissement personnel et l'engagement citoyen tout aussi formateurs que les cours magistraux. Mon action à la FEF m'a beaucoup apporté en termes de capacité d'analyse, de rigueur, de connais-

sance des enjeux de société tout en assumant une charge de travail énorme. Toutes choses que l'enseignement ne m'a pas apprises.

Mais il n'y a qu'un président de la FEF, que proposer aux autres ?

Précisément la troisième mission que l'enseignement n'arrive pas à assumer : le service à la société. Je ne dis pas qu'il faut l'imposer à tout le monde. Je dis qu'il faut ménager des espaces d'engagement dans lesquels il faut permettre aux jeunes de s'investir en parallèle de leurs études. Aujourd'hui, dans notre système d'enseignement supérieur, l'engagement sociétal, on s'en fout.

Concrètement, que faire ?

Je mets ce défi sur la table mais, le modèle, il faut le dessiner avec les acteurs du système. Ça dépendra de ce que ces acteurs sont prêts à faire. Le débat important aujourd'hui c'est « qu'est-ce que l'engagement étudiant ? ». L'enseignement doit réfléchir dans cette direction-là plutôt que dans la rationalisation ou la limitation du nombre d'inscrits.

Mais on commence par quoi ?

Par une remise en question du principe de responsabilité personnelle de l'étudiant face à l'échec ou à la réussite. Cela impose de comprendre qu'il existe des facteurs internes et externes, dans les établissements et la vie des étudiants, qui font qu'un jeune de 18 ans n'est pas nécessairement prêt à plonger sur le marché de l'emploi en trois ou cinq ans. Davantage d'engagement humain et citoyen permettrait d'acquérir une maturité et de mieux s'assumer dans ses études.

L'engagement, est-ce vraiment la solution à la constante macabre de l'échec ?

L'engagement seul certainement pas, mais c'est une piste de réflexion urgente et essentielle. ■

Propos recueillis par
ÉRIC BURGRAFF

ACTIONS**Chers recteurs**

En tant que représentant des étudiants, le président de la FEF est un interlocuteur privilégié des recteurs des universités. Entre le premier et les seconds, c'est un peu le jeu du « Je t'aime moi non plus » : « A l'ULB, sous un abord plutôt cool, le recteur Yvon Englert est très malin dans la gestion des étudiants... Il sait bien comment on fonctionne, il sait parfaitement comment nous gérer. Raison pour laquelle je m'en méfie très, très fort... À l'UCL, le recteur Vincent Blondel est d'un tout autre genre. Il est davantage dans la tension. On le voit arriver à des kilomètres avec son gros bazooka, quelques fois ça nous fait sourire, d'autres fois ça nous fait très peur. »

Le moment inoubliable L'Unecof

Le printemps 2017 a été marqué par l'occupation du rectorat de l'ULB et l'UCL pour protester contre les projets d'augmentation du minerval des étudiants internationaux qui en ont les moyens. Un combat de deux semaines, émaillé de tensions. « Incontestablement, ce fut le plus dur mais aussi le plus amusant moment de mes deux années de mandat. On avait bien prévu d'occuper l'ULB mais l'occupation du rectorat de l'UCL a été totalement improvisée. »

Politique

Nombre d'anciens présidents de la

FEF ont embrassé une ^{E.B.} carrière politique (Philippe Henry, Emily Hoyos, Romain Gondron... pour ne citer que ceux-là), souvent à gauche et chez Écolo. Maxime Mori est-il tenté ? « Au cours de mes quatre années d'engagement dans le mouvement étudiant (NDLR : dont les deux dernières comme président), j'ai développé une forme de maturité, de confiance en moi. Pour autant, la question de poursuivre en politique n'est pas tranchée dans ma tête. J'ai très envie de continuer à faire de la politique, mais pas nécessairement par des élections. Pourtant, je ne dis pas "jamais". Il y a une forme de noblesse à l'action publique qui me fait envie. Mais pour l'heure, je n'ai plus l'intention d'être au premier plan. »

Alors que l'Unecof (le syndicat « concurrent ») a été en difficulté ces derniers mois, la FEF a lancé un appel à la réunification du mouvement étudiant, resté lettre morte. « La FEF a évidemment envie d'une adhésion énorme à son projet mais n'a pas de visée hégémonique. La disparition d'un syndicat (NDLR : on n'en est certainement pas là !) serait un danger pour le modèle actuel de concertation. Si un appel est fait à la réunification, c'est dans l'optique de prendre tous ensemble notre sort en main. L'appel reste lancé... »